



Vendredi 14 décembre 2018 à 09h30 **Tou-te-s devant le rectorat , contre les réformes des lycées et du Bac !**

Vendredi 14 décembre, le Rectorat devait réunir deux groupes de travail pour étudier « la carte des spécialités » dans le cadre de la mise en œuvre des réformes du lycée général et technologique (le matin), des lycées professionnels (l'après midi). Ces GT se tiendront finalement le mardi 18 décembre (mêmes heures).

Depuis des mois, les collègues des lycées expriment leur rejet des réformes des lycées général, technologique, professionnel et du Bac.

NOUS REFUSONS :

- **la mise en concurrence généralisée entre** les lycées, les disciplines, les collègues. Certaines disciplines étant purement et simplement menacées de disparition dans plusieurs lycées.
- la concurrence entre l'apprentissage et la formation professionnelle sous statut scolaire : les lycéens et les apprentis ne doivent pas être mixés dans une même classe. L'organisation en seconde pro de familles de métiers, par la transformation des 81 Bac Pro actuels en 15 familles, entraînera une déprofessionnalisation de la formation et réduira le lycée pro à un simple sas permettant de sélectionner les élèves aptes à l'apprentissage.
- **la dégradation de nos conditions de travail inhérente à ces réformes : dans la voie GT**, il faudra faire des emplois du temps avec des classes regroupant des élèves ayant choisi des combinaisons de spécialités différentes. Dans la voie pro, les dispositifs systématiques et obligatoires de co-intervention, altéreront, par leur rigidité, les conditions de travail des enseignants tout en appauvrissant les contenus pour les élèves.
- **la suppression des 2950 postes dans les collèges et lycées** prévue à la rentrée prochaine par M. Blanquer et la multiplication de compléments de service sur d'autres établissements
- la suppression à terme d'au moins 2600 postes dans les LP, SEP, EREA, SEGPA, dans le cadre des nouvelles grilles horaires en Bac Pro et CAP, la disparition de l'équivalent de 9 à 11 semaines de cours en Bac Pro et de 4 à 6 semaines en CAP, en raison de la diminution drastique des horaires disciplinaires en enseignement général. Nous n'acceptons pas cette vision utilitariste de l'école : tous les élèves doivent accéder à une culture générale.
- **la mise en place d'un Baccalauréat « local » et la disparition du diplôme national, anonyme et terminal** actuel. L'évaluation permanente « en cours de formation » en première et terminale sera à la charge des enseignants et personnels de vie scolaire: sujets, organisation des salles, des surveillances, des corrections...
- **le dispositif ParcoursSup**, qui aggrave les inégalités, organise le tri social en sélectionnant les élèves dès la classe de seconde jusqu'à l'entrée à l'université. Le baccalauréat doit permettre de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur. Les attendus (ou pré-requis) imposés ne doivent pas exclure, de fait, une partie des bacheliers, notamment les titulaires d'un Bac Pro.

NOUS VOULONS :

- une véritable politique d'éducation prioritaire dans les collèges et les lycées
- **la réduction du nombre d'élèves par classe et des heures de dédoublements fléchées par discipline.**
- le retrait de la réforme de la voie professionnelle dont la mise en œuvre est prévue pour la rentrée 2019. Une véritable concertation doit avoir lieu avec la profession.
- La scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.
- pouvoir **travailler et enseigner dans des collèges et des lycées avec suffisamment d'adultes** (CPE, surveillant-e-s, assistantes sociales et assistants sociaux, infirmier.e.s, psychologues, médecins scolaires) pour s'occuper de tou-te-s nos élèves.



Vendredi 14 décembre 2018 à 12h30

Toutes et tous à la manifestation interprofessionnelle à République pour notre pouvoir d'achat, la revalorisation de nos salaires et de nos pensions !

Le mouvement social que connaît la France depuis plusieurs semaines interpelle les syndicats. Depuis l'élection du président de la République, il y a une aggravation des inégalités, et une casse du droit social. La question de la justice fiscale est aussi au cœur de ces revendications.

AU COURS DE SON ALLOCUTION DU 10 DÉCEMBRE, E. MACRON N'A RIEN DIT sur les bas salaires en général, les minimas sociaux et n'a rien annoncé pour les chômeurs, les jeunes. Il est resté également silencieux sur les plus de 5 millions d'agent-es de la Fonction publique. Le Président n'a rien dit non plus du financement des mesures annoncées, sinon qu'elles ne coûteraient rien aux employeurs et que l'impôt sur la fortune ne serait pas rétabli, ce qui revient à les faire supporter par les contribuables et par le budget de l'État.

POUR LA FONCTION PUBLIQUE et ses agent-es, le point d'indice reste gelé. E. Macron confirme une réforme de l'État, du chômage, des retraites et de la fonction publique. Il prône notamment le recours au contrat qui laisse présager des attaques contre le statut de fonctionnaire au moment-même où sont mises en place des réformes du lycée favorisant l'annualisation du temps de travail !

Les annonces faites lundi 11 décembre au soir par le Président de la République ne permettront pas de réduire les inégalités sociales et territoriales et ne répondent pas aux besoins des personnels de l'Éducation Nationale :

- Nous voulons **une vraie réforme fiscale permettant une redistribution des richesses** qui repose sur des impôts progressifs, des prélèvements sur le patrimoine et ses revenus, et non des taxes injustes.
- Nous voulons une **protection sociale** qui repose sur les cotisations sociales et non sur l'impôt (CSG).
- Nous voulons le maintien du système de retraite par répartition et **le retour de la retraite dès 37,5 annuités et 60 ans** pour tenir compte de l'espérance de vie en bonne santé.
- Nous voulons **une politique du logement** pour faire disparaître les logements indignes.
- Nous voulons **une politique de la ville** qui lutte vraiment contre la ségrégation sociale dans les quartiers populaires et les établissements scolaires, contre le rejet de la population la moins aisée loin des centres-villes et des banlieues les mieux desservies.
- Nous voulons **le remboursement des soins médicaux prescrits à 100 %** par la Sécurité sociale.
- Nous voulons que **nos salaires nous permettent, particulièrement en début de carrière, de vivre dignement**, notamment en région parisienne. Nous voulons une revalorisation du point d'indice pour tous les fonctionnaires.
- Nous voulons le développement des services publics sur tout le territoire, pour mieux faire fonctionner l'égalité entre les citoyens.

Mercredi 19 décembre 2018 devant le ministère
Rassemblement contre les réformes des lycées,
contre les attaques du paritarisme !

Le mercredi 19 décembre est le jour où le Comité technique ministériel (CTM) attribuera les dotations aux académies et où le Conseil supérieur de l'Éducation examinera les programmes des 3 voies du lycée et entérinera les familles de métier pour 2019 (3 familles pour 12 Bacs Pro!); Faisons de ce jour **une grande journée d'expression du second degré** avec des rassemblements devant le ministère et le rectorat.